

Yasser Arafat : Premiers bilans critiques

Arafat avant Madrid : Les règles de sa gestion politique

Bilal al-Hassan

Ecrivain et analyste politique palestinien

Trois registres sont nécessaires pour suivre l'itinéraire de Yasser Arafat : celui de la biographie, celui du responsable du mouvement national de libération palestinien, le Fath, celui enfin du président de l'OLP en tant qu'organisation représentant le peuple palestinien durant la deuxième moitié du XX^e siècle.

Ces trois niveaux énoncés, il faut tout de suite préciser qu'ils ont fonctionné comme une unité dans la mesure où Yasser Arafat a réussi à les faire fusionner, en s'imposant comme *le* dirigeant dans toutes les missions dont il s'est lui-même investi, y compris lorsque ses compagnons d'armes lui niaient ce rôle prépondérant.

Ce fut le cas par exemple lorsqu'en 1968 ses compagnons, pour éviter de le présenter comme dirigeant ou secrétaire général, le décrètent porte-parole du Fath. Ce qui ne l'empêchera pas d'être immédiatement perçu par son peuple comme le chef de son organisation et de s'imposer rapidement comme tel. Très vite, Arafat, infatigable activiste, devient *le* responsable militaire, *le* responsable financier, *le* principal interlocuteur dans les négociations ou auprès des médias...

A ces positions conquises au sein de son mouvement, il ajoute bientôt celle de président de l'OLP. Détail à souligner, Arafat ne se désiste pas alors de ses anciennes charges, mais leur adjoint cette présidence nouvelle.

Plus, le point est capital, lorsque le Fath annonce au milieu des années soixante-dix qu'il considère désormais les décisions du Conseil national palestinien, le parlement palestinien en exil, comme étant l'expression et le prolongement de ses propres décisions, une mutation profonde a lieu : la fusion est désormais complète entre la personne Arafat, le Fath et l'OLP.

La scène palestinienne en sort fortement marquée et ses institutions, contrairement à une idée répandue, relèveront du système po-

litique arabe dominant, sans que cela empêche, naturellement, l'existence de contradictions ou de différences d'approche avec les régimes arabes, sans que cela supprime la volonté palestinienne de disposer d'une « autonomie de décision » par rapport à eux.

Le personnage Arafat

Arafat représente un cas particulier au sein du Fath, tout comme le Fath constitua un élément nouveau sur la scène palestinienne après la Nakba de 1948.

Ainsi, quiconque se penche sur les épisodes fondateurs du mouvement – ils se déroulent en 1955-1956 entre Gaza, Le Caire, le Koweït et Damas – verra un groupe tout à fait homogène de jeunes gens (ils se retrouveront d'ailleurs tous nommés à des postes de commandement par la suite), sauf qu'ils gravitent déjà autour d'un des leurs, Yasser Arafat. C'est lui qui repère et accueille les jeunes réfugiés, tels Abou Iyad, Abou Jihad et bien d'autres, arrivés de Gaza au Caire ; lui encore qui les intègre dans les rangs des étudiants palestiniens engagés dans une bataille électorale pour la conquête de l'Union générale des étudiants palestiniens, syndicat dont il devient président ; lui encore qui cache Salah Khalaf-Abou Iyad accusé d'être le principal instigateur de l'attaque des bureaux de la Ligue arabe jugée trop « molle » face à Israël et recherché par la police égyptienne ; lui enfin qui, après l'avoir caché, le persuade de se livrer aux autorités égyptiennes pour ne pas mettre en danger leur groupe occupé à fonder un mouvement de résistance palestinien.

Cette façon de faire continue par la suite au Koweït où Arafat, jeune ingénieur, ainsi que d'autres jeunes diplômés palestiniens venus là en quête de travail, élargissent leur base de recrutement à nombre de cadres et d'intellectuels réfugiés palestiniens établis dans l'émirat. C'est durant ces années qu'ils commencent à élaborer les principes politiques et organisationnels de leur mouvement dévolu au déclenchement de la lutte armée pour libérer la Palestine.

Mais là encore, ses compagnons se plaignent de son « indiscipline ». Le jeune homme qui prend régulièrement en solitaire des initiatives est en effet peu enclin à la théorisation : il entreprend des voyages en Arabie Saoudite et dans d'autres pays de la région sans les avertir et leur cède volontiers les champs de la théorie tout comme il accepte leurs critiques tant qu'elles s'inscrivent dans une fidélité au projet commun : la libération et le retour en Palestine. Plus profondément, l'étude de cette période fondatrice montre un jeune homme qui déjà confond sa propre personne avec le projet qu'elle porte.

En 1963-1965, plusieurs dirigeants de la jeune organisation se déplacent vers Damas où un courant voit rapidement le jour qui appelle au déclenchement de la lutte armée, contré par un autre qui s'y oppose en arguant du manque de préparation pour une telle entreprise. Les débats vont bon train mais Arafat prend tout le

monde de court lorsqu'il décide seul de lancer la première opération militaire dans la nuit du 31 décembre 1964. Sanctionné, il passera devant un tribunal du groupe, ses activités seront gelées et son budget bloqué. Mais il n'en a cure, convaincu qu'il est que les organisations s'érigent dans l'action, non dans l'élaboration des textes et la formation des militants. Cette tendance à l'activisme et au mépris des débats l'accompagnera toute sa vie et elle fournira le principal argument à ses détracteurs.

Le Fath

Comme avancé plus haut, Le Fath constitua également une rupture sur la scène nationale palestinienne. Durant les dix années qui suivent la Nakba de 1948, l'idée prédominante chez les Palestiniens, à travers le monde arabe aussi, est qu'il faut réaliser l'unité des Arabes pour mener à bien la libération de la Palestine. C'est dans ce contexte idéologique que les principes de la Umma, la Nation, prévalent au détriment de ceux de l'édification de partis politiques. La Palestine occupe ainsi la place de choix au sein de ce courant de pensée : les Arabes, armées régulières ou volontaires individuels, ne se sont-ils pas déjà battus en Palestine, avant et en 1948, convaincus que cette terre représentait leur cause à tous et que le sionisme était un expansionnisme dangereux pour chacun des pays arabes ? La proclamation de l'Etat d'Israël confirmera encore la conviction que l'opposition à l'Etat juif constituait une mission arabe et non exclusivement palestinienne. Les élites palestiniennes participent d'ailleurs de cette vision et nombre de Palestiniens rejoignent les rangs des partis politiques arabes tels le Parti populaire syrien, les Frères musulmans, le parti Baas, le Mouvement des nationalistes arabes. Adhésion d'autant mieux assumée par les nouvelles recrues que ces partis sont tous critiques à l'égard des régimes arabes, considérés comme responsables de la défaite en 1948. Ainsi la mobilisation pour la Palestine s'accompagne-t-elle d'appels au renversement des régimes corrompus et à l'édification d'appareils nouveaux, puissants et patriotiques, dévolus à la naissance d'un grand Etat unitaire capable d'affronter Israël et de ramener « la terre spoliée de Palestine ».

La révolution de 1952 en Egypte, menée par Nasser et ses Officiers Libres, donne une impulsion nouvelle et déterminante à ce courant : l'Egypte, alors première puissance arabe, vient de faire payer à ses dirigeants le prix de leur félonie. « L'agression tripartite » menée par la France, la Grande-Bretagne et Israël contre l'Egypte en représailles à la nationalisation du canal de Suez est perçue comme une preuve matérielle supplémentaire : Israël, qui est l'adversaire de tous les Arabes et non des seuls Palestiniens, est également indissociable de l'entreprise de domination coloniale franco-britannique visant à piller les richesses des peuples de la région. Cette preuve « tangible » n'est d'ailleurs pas la première. En 1952 déjà, les Etats-Unis ont rendu public un projet de partage des res-

sources hydrauliques, le projet Johnston, et Israël commence alors à détourner unilatéralement les eaux du Jourdain.

Ainsi, tout concourt alors à confirmer l'idée qu'Israël est une création coloniale chargée de briser l'unité des Arabes et à servir de garde armé aux intérêts pétroliers impérialistes.

1958. L'unité proclamée entre l'Égypte et la Syrie est accueillie « du Golfe à l'Océan » comme la pierre fondatrice des aspirations au changement et un pas décisif vers la libération de la Palestine. C'est dans ce contexte, ce climat euphorique, que naît le Fath. Fondé dans la clandestinité en 1958, l'année de l'union, le mouvement commence à diffuser ses idées dans les colonnes d'un journal également clandestin, *Filstinuna* (Notre Palestine à nous), et appelle à une action palestinienne indépendante de tout parti politique arabe et basée sur le principe de la guerre populaire de libération et les opérations de guérilla. Le Fath explique qu'il est « un mouvement, palestinien de visage et arabe de cœur ». Cette fondation est en contradiction avec l'état d'esprit qui domine alors chez les Arabes, y compris au sein des masses palestiniennes et de leurs élites. Aussi les débuts du mouvement sont-ils difficiles. Peu de Palestiniens rejoignent ses rangs. Soumis à la critique, accusé de dissidence et d'opposition au nassérisme omnipotent, le mouvement choque et ne dépasse pas le stade d'un courant minoritaire d'opinion.

Mais des bouleversements arabes vont bientôt changer la donne et sensibiliser au message du Fath les élites palestiniennes auparavant récalcitrantes. La révolution algérienne déclenchée en 1954 fournit aux militants fathaouis l'exemple espéré et le modèle qu'ils appellent de leurs vœux face à Israël.

La rupture dramatique de l'Union syro-égyptienne en 1961, le traumatisme qu'elle provoque dans les opinions arabes et palestiniennes, apporte encore de l'eau au moulin du Fath : des dizaines d'organisations clandestines, se voulant spécifiquement palestiniennes, voient le jour au Liban, en Syrie, en Jordanie, dans la bande de Gaza, qui entendent ainsi pallier les revers de la marche vers l'unité et de l'édification d'un Etat panarabe. Ces groupes n'ont pas de vision claire des choses mais expriment un état d'esprit identique à celui qui a prévalu lors de la fondation du Fath et du choix de son orientation. Adhésions multiples donc aux thèses du mouvement mais paradoxales aussi puisque, s'appuyant sur un même constat, les nouveaux venus donnent de fait naissance à des concurrents sur la scène politique palestinienne. Il en sera ainsi du Front de libération de la Palestine dirigé par Ahmad Jibril à Damas ou de la branche palestinienne des Nationalistes arabes, formation bien implantée en Jordanie et en Cisjordanie, en Syrie, au Liban et dans la bande de Gaza. Le Fath est alors confronté au difficile défi de s'imposer comme le mouvement dirigeant de cette multitude de groupes de diverses importances. Conscient des bouleversements et organisation pragmatique s'il en est, il choisit d'établir des contacts avec les

autres groupes pour bâtir l'unité des organisations palestiniennes. Il y réussit avec certains, échoue avec d'autres.

Des débuts à contre-courant

Les événements extérieurs fournissent encore une fois l'occasion pour une nouvelle percée. Israël ayant entrepris unilatéralement de détourner les eaux du Jourdain, les Arabes y répondent en 1963 par la convocation d'un sommet de leur Ligue. Il s'achève sur trois décisions stratégiques et qui, paradoxalement, sont autant d'entraves au Fath : élaboration d'un plan arabe de détournement des affluents du fleuve financé par les Etats membres ; création d'une direction militaire arabe conjointe sous commandement égyptien chargée de la protection des travaux – c'est alors l'équivalent d'une décision de marche vers une guerre israélo-arabe – ; nomination d'Ahmad Shoukeiri, le représentant de la Palestine à la Ligue, à la tête d'une Organisation de libération de la Palestine en charge désormais de la représentation officielle des Palestiniens.

Ces décisions heurtent de plein fouet l'entreprise du Fath. Plus grave, le mouvement se retrouve confronté à des forces étatiques infiniment plus puissantes que lui et il l'expérimentera dès sa première opération armée menée dans la nuit du nouvel an 1964-1965. Une véritable levée de boucliers officiels accueille la nouvelle de l'opération et le haut commandement arabe donne l'ordre d'arrêter immédiatement ce type d'actions.

Le Fath, qui est fondamentalement, il ne faut jamais l'oublier, un mouvement de réfugiés opérant à partir des pays d'accueil et non de l'intérieur de la Palestine, se retrouve tragiquement confronté au besoin d'une protection d'un pays arabe qui adhère à ses vues, lui fournit une base sûre de départ pour ses opérations et accepte d'en assumer les conséquences. De même, il incombe alors au fragile mouvement de ne pas laisser Shoukeiri consacrer la réalité de l'OLP et lui obtenir reconnaissance et aide matérielle et institutionnelle des gouvernements arabes. Autant de défis qui imposent de se retrouver forcément en contradiction avec l'ensemble du système arabe dominant.

Issu de la rupture de l'unité avec l'Egypte, le régime syrien lui en fournit les moyens. En 1963, le parti Baas a pris le pouvoir à Damas et la politique du nouveau régime se présente comme affranchie des pesanteurs étatiques. L'antagonisme des syriens avec l'Egypte de Nasser, leur affirmation de vouloir rompre avec la logique des armées régulières et leur adhésion au principe de la guerre populaire de libération, apparaissent comme une communauté de vues entre Damas et le Fath. La capitale syrienne devient alors son siège principal et le Fath y reçoit une aide matérielle inespérée, jamais obtenue auparavant d'un régime arabe.

C'est en coordination avec le régime syrien que le Fath mène ainsi sa première opération militaire, un épisode dont l'artisan est, nous

l'avons déjà signalé, Arafat. Et alors que Shoukeiri est débordé par l'édification politique et organisationnelle de l'OLP, la constitution de l'ALP, l'Armée de libération palestinienne, l'inauguration de représentations dans les pays qui ont reconnu la centrale palestinienne, Arafat est déjà passé à l'action.

C'est durant ces années que se déroule aussi, pour la première fois, un débat public entre deux courants palestiniens. Le premier – Nationalistes arabes et Front de libération de la Palestine –, qui préconise de mener la lutte armée contre Israël en coordination et avec la collaboration des pays arabes dans le cadre d'une stratégie arabe officielle, considère que tout autre choix équivaut à impliquer les armées arabes dans une guerre anticipée. Le second, le courant du Fath, affirme clairement sa méfiance à l'égard des régimes arabes et appelle à l'action militaire palestinienne indépendante, les armées arabes devant se contenter de défendre leurs frontières lors des représailles israéliennes.

Cette approche sera « conceptualisée » par l'usage d'un terme, *Tawrît*, qui signifie « mouiller quelqu'un à son corps défendant » et que on la retrouvera souvent dénoncée dans les colonnes du « Supplément Palestine » publié par le journal *Al-Muharrir* à Beyrouth. Confié au mouvement des nationalistes arabes alliés de Nasser, le Supplément Palestine est alors dirigé par Ghassan Kanafani.

Avec l'émergence graduelle de l'OLP, une situation politique paradoxale s'instaure : Toutes les formations, dont le Fath, participent au premier Conseil national tenu à Jérusalem en 1964, conseil qui prend le caractère d'« assemblée constituante » puisqu'il proclame la naissance officielle de l'OLP, élit son comité exécutif, vote sa charte et... tient déjà compte des rapports de force avec les pays arabes : la Jordanie notamment sera ménagée dans la mesure où la question de la souveraineté sur la Cisjordanie n'est pas vraiment abordée par l'assemblée palestinienne.

Mais la participation au Conseil n'empêchera pas nombre de groupes présents, partisans de l'approche panarabe et partisans de l'action strictement palestinienne, de mener parallèlement campagne contre l'OLP, contre la pratique solitaire du pouvoir par Shoukeiri, son allégeance aux régimes et son opposition déclarée à l'égard des tenants de la guerre de guérilla.

Il faut dire que l'initiative du Fath de déclencher la lutte armée a provoqué une forte pression psychologique sur la totalité des autres groupes et organisations tout comme elle a soulevé l'enthousiasme populaire sans pour autant provoquer une rupture décisive avec le courant nassérien encore dominant au sein du peuple palestinien. Aussi les organisations tenteront-elles d'inventer une démarche qui allierait les deux options. Le Mouvement des nationalistes arabes instaure ainsi en son sein une « Région Palestine » autonome, commence l'entraînement militaire de ses membres désireux de pratiquer la lutte armée – ils seront regroupés au sein d'une branche militaire, *Shabâb al-Th'ar*, Les Jeunes de la revanche – et crée, en

coordination avec l'OLP de Shoukeiri, une organisation secrète de guérilleros baptisée Abtal al-'Awda, les Héros du retour.

Et alors que le Fath mène ses opérations militaires à l'intérieur d'Israël, ces organisations montent des patrouilles de reconnaissance et de collecte d'information sur les positions ennemies. Cette phase de choix non tranchés s'étendra de 1965 à 1967, jusqu'à la guerre de juin très précisément.

La défaite écrasante des armées arabes signale alors une nouvelle naissance palestinienne et le Fath de Yasser Arafat s'empresse d'en tirer avantage pour marquer la justesse de son choix d'une action palestinienne autonome et proclamer, dans le concert général des lamentations suite au désastre qu'est la victoire israélienne, que, au contraire, une occasion historique est offerte au peuple palestinien de prendre en main son destin.

La rencontre avec le système politique arabe dominant

Les six mois qui suivent la défaite voient fleurir les slogans de l'autonomie retrouvée. Mais une situation politique nouvelle ne tarde pas à voir le jour. Elle pèsera lourd sur le Fath, sur le personnage d'Arafat aussi, dans la mesure où, consciemment ou inconsciemment, le Fath, groupe jusque-là opposé aux régimes arabes, devient une composante du système politique arabe dominant : les différends, lorsqu'ils apparaîtront, n'exprimeront plus jamais contradictions fondamentales ou ruptures radicales, mais différences d'appréciations.

Défait, le régime nassérien décide de reconstruire son armée et de brandir le mot d'ordre : « Ce qui a été pris par la force ne peut être repris que par la force ». La Syrie suit le même chemin et l'ensemble des pays arabes appuie cette orientation en assurant son financement. Convaincue qu'elle a besoin d'un délai pour rebâtir ses forces armées, l'Egypte est en quête d'une autre force qui « occuperait » les troupes israéliennes et allègerait la pression aux frontières. Les regards des responsables égyptiens se tournent naturellement vers la nouvelle Résistance palestinienne dans laquelle ils voient l'outil idéal : force militaire populaire, les feddayins « occuperont » les Israéliens aux frontières avec l'Egypte, la Syrie et la Jordanie. La Résistance reçoit alors droit officiel de cité, elle commence à réceptionner l'aide militaire et Nasser affirme que « *le mouvement de résistance palestinien après 1967 est la manifestation la plus noble de l'arabisme* ».

Jusque-là, les feddayins agissent à travers les frontières. Leurs groupes s'infiltrèrent sur quelques kilomètres à l'intérieur du territoire de leur patrie, accrochent des patrouilles israéliennes ou plantent des mines puis se retirent. Ces opérations exercent naturellement une pression, mais limitée, sur Israël. Or voici que Nasser équipe les combattants d'orgues de Staline capables d'atteindre en profondeur les colonies et les installations militaires israéliennes. Pa-

rallèlement, les Egyptiens montent aussi des opérations de grande envergure contre le territoire israélien, à ce détail près qu'ils ne peuvent les revendiquer et assumer les conséquences politiques et militaires de telles revendications. Un accord est alors conclu entre l'Égypte et le Fath pour que ce dernier les revendique.

Parallèlement à son « instrumentalisation », d'ailleurs acceptée, la Résistance connaît une croissance indubitable. De nouvelles organisations voient le jour dans les territoires récemment occupés, qui mènent leurs propres opérations et frappent l'imagination des opinions arabes et étrangères. D'autres formations se constituent dans les capitales arabes – Front populaire de libération de la Palestine, Front démocratique de libération de la Palestine, Saïka d'obédience syrienne, Front de libération arabe d'obédience irakienne, etc. Au nombre de onze désormais, les principaux groupes de résistance vont initier un étonnant débat d'idées. Il débordera le cadre strict de la société palestinienne et marquera l'ensemble des sociétés arabes où fleurit une pensée marxisante à forte connotation nationaliste. Mais le Fath se tient éloigné du débat, préoccupé qu'il est de s'implanter encore plus au sein des couches populaires palestiniennes – un choix qui s'avèrera juste.

Le Fath, qui est déjà la principale formation palestinienne, va asseoir sa prééminence en décidant de mener en mars 1968, et au détriment de toutes les règles de la guérilla, la bataille de Karamé. Averti d'une attaque d'envergure israélienne dans la vallée du Jourdain, destinée à écraser le mouvement dans l'œuf, le Fath décide de ne pas se retirer mais de masser l'ensemble de ses maigres effectifs combattants et de miser le tout pour le tout sur cette bataille hautement symbolique, la première après les affrontements de juin 1967 et la déroute des armées régulières. Plus, la direction historique, Arafat en tête, y prend part. Surpris par cette résistance acharnée, les Israéliens se retirent en laissant sur le terrain leurs morts et leurs matériels militaires détruits.

Limitée en termes strictement militaires, la victoire de Karamé aura des conséquences politiques énormes. Elle consacre l'esprit de résistance des Palestiniens, leur capacité à tenir tête à la redoutable armée israélienne, et leur aptitude à constituer une alternative aux armées régulières arabes. Un tournant décisif s'amorce pour le Fath : par milliers, Palestiniens et Arabes rejoignent ses rangs.

Le débat interne ne sera pas en reste. Une majorité des organisations de résistance, marxistes ou nationalistes, avance alors le principe de la nécessité de renverser les régimes arabes si l'on veut relever le défi de l'occupation, étant entendu que l'action des feddayins est le levier révolutionnaire de ces bouleversements. Mais le Fath ne suit pas le mouvement et affirme le principe de « la non-ingérence dans les affaires intérieures arabes ».

Cependant, au-delà des slogans et des théories putschistes, les relations aux régimes arabes demeurent. Tandis que la Syrie joue le rôle d'indispensable base arrière ou d'appui – entraînement, inten-

dance, réception dans les ports des cargaisons d'armes –, que l'Égypte sert de base politique et de source d'approvisionnement en armes et que les autres pays arabes assurent l'aide financière, la Jordanie est le principal terrain d'action de la résistance.

A cette situation arabo-palestinienne paradoxale s'ajoute, dès la mi-1968, une crise interne de l'OLP : fronde de membres du comité exécutif contre Shoukeiri, décision du Fonds national de ne plus honorer les ordres de paiement signés par ce dernier. La crise culmine lorsqu'un officier de l'ALP, à la tête d'une colonne blindée, fait mouvement vers les bureaux du président de l'organisation. Shukeiri présente alors sa démission, mais Nasser est déjà réuni avec des dirigeants du Fath auxquels il propose de prendre la direction de l'OLP et d'acquiescer ainsi « une légitimité arabe » et non plus seulement palestinienne. Le Fath accepte et, à la cinquième session du Conseil national en février 1969, un nouveau comité exécutif est élu, constitué du Fath et de la Saïka. Arafat est élu président de l'OLP. Dans les semaines qui suivent, la totalité des autres organisations rejoint l'OLP.

La mutation

La position officielle arabe en cette année 1969 – « annuler les conséquences de l'agression israélienne » –, s'accompagne néanmoins de l'acceptation de la résolution 242 du Conseil de sécurité votée à la fin de l'année 1967 et qui avait mis fin aux opérations de guerre. Depuis, les États arabes menaient des négociations ininterrompues avec l'émissaire suédois Jaring, chargé par l'ONU de la mise en application de la résolution 242. Le diplomate avait d'ailleurs rempli sa mission et élaboré un plan d'application de la résolution, mais il s'était heurté au refus net d'Israël.

De leur côté, et malgré la prise de contrôle de l'OLP et ce qu'elle impliquait d'adhésion à la politique officielle arabe, les Palestiniens continuaient à brandir le mot d'ordre de la libération de toute la Palestine. Ils rejetaient la résolution 242 car elle ne portait que sur les territoires occupés en 1967 et laissait de côté l'ensemble de la question palestinienne.

Nasser, qui a encore besoin de la cohésion de la totalité du camp arabe, États et Résistance palestinienne, tournera la contradiction en affirmant que les États arabes ont le droit d'accepter la résolution 242 tout comme la Révolution palestinienne a le droit de la refuser... Cet état des choses va perdurer jusqu'au moment où les Arabes estimeront que leurs armées reconstruites sont prêtes pour une guerre de libération de leurs territoires occupés.

Trois événements majeurs marqueront cette période : les affrontements de Septembre noir en 1970 entre le régime jordanien et la résistance palestinienne, le décès de Nasser en septembre de cette même année et l'accession d'Anouar Sadate à la présidence égyptienne.

Durant ces années 70, les relations soviéto-palestiniennes se sont fortement renforcées et l'URSS mène un dialogue habile avec la direction de l'OLP pour la convaincre d'adopter une stratégie réaliste et de se fixer des cibles susceptibles d'être atteintes. Initiées en 1970 dans le cadre du Comité de solidarité afro-asiatique, ces relations bilatérales se prolongent par des contacts organisés et permanents avec des membres du bureau politique du Parti communiste soviétique. Les rencontres sont en fait l'occasion régulière de poser des questions aux Palestiniens – « Voulez-vous réaliser vos cibles en une seule fois ou par étapes ? », « Quelles sont ces étapes ? », « Quelles sont vos cibles d'étape ? », « Si vous parveniez à édifier une entité politique, poursuivrez-vous la lutte armée ? » – puis d'amorcer des discussions à partir des réponses.

En 1973, alors que les Arabes poursuivent leurs préparatifs pour la guerre de récupération de leurs territoires occupés en 1967 et que le dialogue soviéto-palestinien se poursuit, le Front démocratique de libération de la Palestine pose publiquement, avec la bénédiction du Fath, le principe de l'édification d'une entité palestinienne indépendante en Cisjordanie et dans la bande de Gaza comme une étape sur la voie de la libération. Le Front accompagne cette proposition d'un programme connu sous le nom du « Programme des dix points », qualifié de « programme du minimum acceptable » : droit à l'autodétermination, édification d'un Etat palestinien sur les territoires occupés en 1967, droit au retour des réfugiés.

L'initiative équivalait de facto à se joindre au processus de négociation arabo-israélien, mais le programme ne contenait pas pour autant d'acceptation explicite de la résolution 242¹. Elle s'accompagnera d'intenses débats sur la scène palestinienne qui finalement prépareront le terrain pour que le Fath, appuyé par le Front démocratique et la Saïka, mette le Programme des dix points à l'ordre du jour du XII^e conseil national palestinien convoqué le 1er juin 1974 au Caire, c'est-à-dire quelques mois après la guerre d'octobre qui a permis aux armées arabes de reprendre une bonne partie de leurs territoires. Les conséquences et les acquis de la guerre d'octobre avaient en réalité fourni couverture et justification à la direction palestinienne pour avancer ce nouveau programme politique modéré. Une longue période de soubresauts s'ouvre alors, mais dont le principe de base demeurera malgré tout inchangé : les Palestiniens sont désormais intégrés au plan d'action politique arabe.

De toute façon, les conséquences, bénéfiques, du vote par le Conseil national palestinien du Programme des dix points sont quasiment immédiates :

1. Le sommet arabe de Rabat réuni en octobre 1974 vote sa résolution historique stipulant que « l'OLP est le représentant unique et légitime du peuple palestinien ».

1. A noter que la direction de l'OLP fut alors soumise à de très fortes pressions égyptiennes pour inclure explicitement l'acceptation de la résolution 242 dans le Programme. C'est ainsi que le ministre égyptien des Affaires étrangères, Ismaïl Fahmi, n'hésita pas à téléphoner trois fois au cours du vote pour faire pression. Mais Arafat refusa jusqu'au bout la demande du Caire.

2. Les Etats arabes et l'Union soviétique mettent tout leur poids dans la balance pour que l'OLP soit conviée devant l'Assemblée générale de l'ONU et Yasser Arafat y prononce, *au nom de la Palestine*, son célèbre discours devant l'assemblée².

3. Les Etats arabes et l'Union soviétique ne s'en tiennent pas à cette victoire diplomatique mais continuent leurs pressions et réussissent à faire admettre la Palestine en tant que membre observateur à l'ONU.

Ces développements constitueront un appui matériel et moral capital pour l'OLP et Yasser Arafat est dès lors consacré dirigeant palestinien et arabe, reconnu par la communauté internationale. C'est dans ce contexte qu'Henry Kissinger lança sa politique diplomatique dite des « petits pas ». Ses premiers efforts vont porter sur la conclusion d'un accord de désengagement israélo-égyptien dans le Sinaï – les « négociations du kilomètre 101 » – en prélude aux négociations proprement politiques.

L'accord de désengagement ayant été conclu avec l'Egypte, puis la Syrie, des pourparlers s'ouvrent à Genève sous le patronage des Etats-Unis et de l'URSS pour la mise en application des résolutions 242 et 338 de l'ONU. Et il est question d'y faire participer l'OLP mais à condition qu'elle accepte préalablement la résolution 242. L'OLP refuse. Elle ne peut en réalité y souscrire pour des raisons internes – l'opinion palestinienne n'est pas prête qui y voit la renonciation à la Palestine –, et aussi du fait de pressions syriennes. Arafat, qui est néanmoins conscient de l'enjeu, tente malgré tout de faire passer une acceptation assortie de conditions. Kissinger refuse net malgré l'intercession de l'Arabie Saoudite et de l'Egypte qui le pressent de jouer le jeu pour faciliter les choses à Arafat. La guerre civile libanaise qui eut, entre nombre d'autres finalités, celle de faire payer aux Palestiniens le prix de leur refus, sera l'une des conséquences de cette occasion manquée.

L'annonce de la conclusion d'une paix israélo-égyptienne séparée, la visite de Sadate à Jérusalem le 19 novembre 1977, l'accord de Camp David qui suivra et les divisions arabes radicales qui en naîtront, aboutissent, lors de la tenue du sommet arabe de Bagdad en novembre 1977, à l'exclusion de l'Egypte. Coïncée entre son désir de suivre l'Egypte et les pressions des autres pays arabes, Arafat se range alors aux côtés de ces derniers.

Une situation nouvelle émerge encore, différente de toutes les précédentes :

1. La cohésion arabe est radicalement entamée, malgré l'unité de façade affichée à Bagdad.

2. La Ligue arabe adopte le principe de financer dix ans durant l'OLP ainsi que la résistance des Palestiniens dans les territoires oc-

2. Trois commissions furent constituées pour la rédaction du texte. Les auteurs proposèrent que le texte fasse référence à la résolution de partage de la Palestine de novembre 1947. Mais Arafat refusa. Il partait du principe qu'il fallait parler au nom de toute la Palestine [la totalité de la Palestine historique dans ses frontières mandataires britanniques], sans pour autant fermer la porte à une résolution pacifique et négociée du conflit – « *Ne laissez pas tomber la branche d'olivier de ma main* ».

cupés, à cette nuance près qu'elle soumet le financement de la Résistance des territoires occupés à l'approbation conjointe de l'OLP et de la Jordanie, ce qui replace le roi Hussein dans la course à la représentation des Palestiniens...

3. La sortie de l'Égypte des rangs arabes pousse la Syrie à tenter de combler le vide et prendre le leadership dans le cadre d'un « Front oriental » censé aboutir à un équilibre stratégique des forces avec Israël.

4. Un conflit larvé syro-irakien s'instaure quant à savoir lequel des deux pays héritera de la position prépondérante de l'Égypte. L'OLP se retrouve prise dans un tissu inextricable d'alliances et de conflits et Arafat ne parviendra à tirer son épingle du jeu et à préserver son camp que par une succession de prises de positions et de manœuvres contradictoires.

Cette politique imposée à Arafat va se caractériser par les traits suivants. Le président palestinien va :

- Adopter des politiques, conclure des alliances au Liban en contradiction avec les intérêts syriens,
- Continuer néanmoins à préserver ses relations avec la Syrie désormais seule base arrière de la révolution palestinienne,
- Tisser des liens avec l'Irak en prenant garde à ce qu'ils n'atteignent pas un niveau qui aboutirait à une rupture avec la Syrie,
- Garder en permanence un œil sur l'évolution de la situation égyptienne et maintenir des contacts secrets avec Le Caire par l'intermédiaire notamment de Saïd Kamal, le représentant de l'OLP dans la capitale égyptienne. (Cette dernière démarche peut étonner, mais Yasser Arafat aura toujours la conviction qu'il ne fallait jamais rompre avec l'Égypte.)

Au fond, le principe directeur régissant la politique d'Arafat à l'égard des États arabes est alors qu'il faut se rapprocher d'eux sans jamais devenir totalement leur allié et s'écarter d'eux sans jamais s'opposer ouvertement.

Cela équivalait à adopter une sorte de politique arabe d'attentisme actif et c'est ce qui déplaira en premier lieu à la Syrie qui ne tolérerait pas ce type de jeu autonome. Un éloignement en résultera entre les deux parties, suivi d'une rupture entre Assad et Arafat. Mais ce dernier n'en tiendra pas vraiment compte. Ses attentes sont ailleurs : il guette le moment adéquat pour rebâtir son alliance avec l'Égypte.

L'occasion lui sera fournie par trois développements extérieurs à la scène palestinienne : l'assassinat du président Sadate en octobre 1981 ; la guerre d'Israël contre l'OLP au Liban en juin 1982 et le départ des combattants palestiniens vers Tunis ; la scission au sein du Fath qui survient en mai 1983 et met aux prises scissionnistes appuyés par la Syrie et troupes loyalistes à la direction et culmine avec le siège de Tripoli au nord du Liban.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, ce dernier conflit avec la Syrie laisse le champ libre au dirigeant palestinien. Sorti en

décembre 1983 du siège de Tripoli par des unités de la marine française et égyptienne (!), Arafat, au lieu de rentrer à Tunis, siège de son nouvel exil, surprend le monde et l'ensemble des quatre membres de la direction palestinienne en commençant par faire escale en Egypte où le président Moubarak le reçoit officiellement, scellant ainsi leurs retrouvailles et ouvrant la porte au retour de l'Egypte dans la famille arabe.

Moubarak prend alors plusieurs décisions favorables aux aspirations palestiniennes et, en contradiction avec les dispositions des accords de Camp David, renouvelle sa reconnaissance de l'OLP et appuie la revendication de l'Etat palestinien au détriment de l'« autonomie palestinienne » chère à Menahem Begin.

Les deux décisions fourniront à Arafat un argument de choix contre ses critiques au sein de la direction qui, convaincus que son escale égyptienne fragilisait encore plus les Palestiniens, lui avaient reproché sa rupture brutale avec le régime syrien. Plus, il s'empresse d'effectuer un rapprochement avec l'Irak pour contrebalancer la rupture d'avec la Syrie. Damas règlera alors ses comptes au Liban où des milices prosyriennes déclencheront la « guerre des camps » qui, en 1986 et 1987, fera des milliers de victimes parmi les réfugiés palestiniens...

L'initiative Reagan

Lorsque les combattants palestiniens quittent, forcés, Beyrouth en 1982, les Etats-Unis estiment qu'une situation nouvelle est créée qui permet une initiative de paix internationale conforme à la vision de Washington. Le 30 août 1982, au lendemain de la sortie d'Arafat, Ronald Reagan annonce une initiative de paix avec pour élément central l'engagement de l'OLP à renoncer à la lutte armée et à se transformer en organisation politique prête à négocier avec Israël. Concernant la procédure, Reagan propose l'établissement d'une alliance jordano-palestinienne pour mener conjointement les pourparlers. L'OLP n'endossera ni ne rejettera l'offre américaine, jugeant la demande prématurée. Elle refusera de déposer les armes mais acceptera par contre de faire équipe avec la Jordanie. Une acceptation d'ailleurs consacrée par la convocation à Amman, en 1984, du Conseil national palestinien. Boycotté par les scissionnistes à partir de Damas, le Conseil, le premier à se tenir en Jordanie depuis les massacres de septembre 70, sera inauguré par le roi Hussein.

Des pourparlers jordano-palestiniens suivent, pour mettre au point les modes d'application de la nouvelle alliance, mais des contentieux surgissent, innombrables, au fil des rencontres et le gouvernement jordanien annonce l'échec des pourparlers et déclare l'accord mort-né. En fait, convaincu qu'il valait mieux faire des concessions via les Egyptiens dans la mesure où ils étaient infiniment mieux placés que Amman pour obtenir en retour des concessions

israéliennes, Arafat recherche alors une alliance égypto-palestinienne, non jordano-palestinienne.

Néanmoins, l'initiative Reagan arrêtée et les unités de combattants palestiniens disséminées à travers sept pays arabes, l'OLP a perdu beaucoup de son poids politique sur la scène internationale, tout comme elle ne constitue plus une source de pression militaire sur Israël. Commencent alors des années extrêmement difficiles pour l'OLP et son chef, isolés à la fois sur le plan arabe et international – les « années de braise » selon les propres termes d'Arafat qui ne cesse de répéter devant ses rares visiteurs à Tunis : « *Quelle solitude que la nôtre !* »

L'Intifada

Mais le salut était en vue. Née en décembre 1987 sur la terre palestinienne, l'Intifada va littéralement sauver l'OLP de la noyade, briser sa solitude et, obtenant pour lui et la cause palestinienne un appui et une sympathie planétaire, la ramener au centre de la scène internationale.

Déclenchée sur la terre palestinienne et non depuis l'exil, opposée à une armée d'occupation, l'Intifada réussira là où des dizaines d'années d'action armée à travers les frontières avaient échoué : elle place la confrontation sur le territoire même de la patrie.

Arafat, qui a compris l'ampleur du bouleversement, réagit à la vitesse de l'éclair et organise aussitôt structures et réseaux d'aide matérielle et financière, tout comme il pèse de tout son poids pour la constitution d'une direction de l'intérieur regroupant la totalité des forces palestiniennes et instaure une coordination permanente entre la direction en exil et celle sur le terrain. L'homme clé de ce nouvel édifice est Abou Jihad. Il le paiera de sa vie lorsqu'un commando israélien sous les ordres du futur Premier ministre Ehoud Barak, l'assassinera à son domicile à Tunis.

L'Intifada est également fructueuse sur la scène internationale qui impose à Washington de reconsidérer les choses et de presser Israël de trouver une solution politique à une occupation qu'elle ne parvient ostensiblement plus à gérer. Parallèlement, les Etats-Unis, par le canal de certains pays arabes et d'intermédiaires privés palestiniens, établissent des pourparlers indirects avec l'OLP pour la convaincre de reconnaître « explicitement » la résolution 242, condition incontournable à leurs yeux pour obtenir quelque acquis politique que ce soit. Arafat saisit la balle au bond : il commence à organiser et à préparer le grand changement. Pavant le chemin devant la reconnaissance de la résolution, il entreprend de préparer la déclaration d'indépendance palestinienne – disposant d'un Etat responsable de son peuple en exil et dans les territoires occupés et forts d'une indépendance proclamée, les Palestiniens pourraient comme n'importe quel autre pays arabe accepter telle ou telle résolution. A ce dispositif quasi étatique, il adjoint, pour convaincre son camp,

un argument de taille : continuer à refuser la résolution 242 équivaldrait à entériner la perpétuation de l'occupation des territoires palestiniens de 1967...

Le XIX^e Conseil national est convoqué en novembre 1988 à Alger pour voter la « Proclamation d'indépendance ». Minutieusement préparé par un débat interne de six mois avec la totalité, opposition comprise, des formations et organisations palestiniennes, le Conseil vote la proclamation à la majorité des voix. A noter que le texte de cette dernière a été soigneusement rédigé après des consultations approfondies auprès notamment de l'Union des juristes arabes, de sorte à receler reconnaissance implicite de l'Etat d'Israël et disposition claire à ériger un Etat palestinien aux côtés de l'Etat juif sur la base du principe de partage déjà voté par l'ONU en 1947 en vertu duquel les Palestiniens « s'estiment habilités à proclamer la naissance de leur Etat ».

Un mois plus tard, jour pour jour, soit le 13 décembre 1988, Arafat prononce un discours devant l'Assemblée générale de l'ONU convoquée à Genève... car les Etats-Unis ont refusé de lui octroyer un visa pour New York. Dans l'esprit du Président, ce discours vise à officialiser la reconnaissance palestinienne de la résolution 242. Non encore totalement libéré des pesanteurs internes et des pressions de certains pays arabes, soucieux de ne pas échanger la reconnaissance avant d'avoir obtenu des promesses claires et garanties de l'autre partie, Arafat reconnaît cette résolution par une série de périphrases disséminées à travers son discours. Les Etats-Unis marquent immédiatement leur mécontentement, intimant Arafat de ne plus « profiter des méandres de la langue arabe pour jouer sur les mots » et réclament une reconnaissance explicite d'Israël si les Palestiniens désirent l'ouverture du dialogue avec Washington. Arafat, dès le lendemain, convoque une conférence de presse au cours de laquelle il annonce clairement que l'OLP a reconnu la résolution 242. Et les premières négociations palestino-américaines s'ouvrent à Tunis.

Optimiste, Arafat est alors convaincu que ces pourparlers vont déboucher, mais, au terme des trois premières sessions, ses négociateurs, conduits par Yasser Abd Rabbo, lui signalent qu'en guise de négociations, les Américains se contentent de lire une liste de diktats, que l'ambassadeur Pelletreau se contente de relire systématiquement son discours d'ouverture et qu'il ne tient aucun compte des réponses des négociateurs palestiniens ou de leurs demandes d'éclaircissement !

L'essence de la « leçon » administrée par les Américains était que les Palestiniens devaient tout simplement annoncer leur renoncement à toute action militaire et proclamer leur adhésion exclusive à la lutte politique. Or l'OLP n'y était pas encore prête dans la mesure où les Palestiniens ne pouvaient céder sans contrepartie aucune – et de contrepartie il ne fut jamais question au cours de ces pourparlers avortés. Les relations se distendirent et une « négociation froide » s'installa, jusqu'à l'épisode du détour-

nement de l'*Achille-Lauro* par un groupe palestinien – détournement qui mit en fureur Arafat convaincu que l'opération était avant tout dirigée contre sa politique et visait à le disqualifier. Les Etats-Unis interrompirent alors les contacts. Mais les choses n'en demeurèrent pas là. Un événement majeur va survenir en août 1990 avec l'occupation du Koweït par l'Irak et les divisions immédiates qu'elle provoque dans les rangs arabes. Désireux de profiter de la crise pour prouver la centralité de l'acteur palestinien et se replacer sur l'échiquier, Arafat tentera de jouer les intermédiaires entre l'occupant irakien et le reste des membres de la Ligue arabe. Mais la partie qui se joue le dépasse de très loin et, cette fois, ses calculs s'avèrent erronés. La décision d'aller à la guerre est d'ores et déjà prise et les Palestiniens, OLP en tête, se retrouvent accusés de complicité avec l'agresseur et rejetés par une large coalition des pays arabes.

Leur situation paraît alors politiquement désespérée et de nombreuses voix s'élèvent pour annoncer la mort pure et simple du mouvement national palestinien et la fin de toute possibilité de réaliser les aspirations nationales.

Mais d'autres bouleversements se préparent...

—B. al-H.